



## PREFECTURE DE POLICE

DIRECTION DES TRANSPORTS ET DE LA  
PROTECTION DU PUBLIC

SOUS-DIRECTION DE LA SECURITE DU PUBLIC

Bureau des Permis de Construire et Ateliers

Aff. suivie par : Jacques MOLLIERE

Tél. : 01.49.96.36.65

Mél. : jacques.molliere@interieur.gouv.fr

Nos réf. : DTPP/SDSP/BPCA/PC/090721

ERP 1<sup>ère</sup> catégorie de types R, L et X

n° 13/6517

Paris, le 13 DEC. 2013

Le Préfet de Police

à

Monsieur le Directeur Régional et  
Interdépartemental de l'Équipement et de  
l'Aménagement d'Ile de France

Unité Territoriale de Paris

Service patrimoine paysage et droits des sols

Pôle droits des sols

5, rue Leblanc – 75195 PARIS CEDEX 15

**Objet :** Pièces complémentaires aux permis de construire n° 075 113 09 P 0049 et n° 075 113 09 P 0049 01 délivrés respectivement les 28 avril 2010 et 13 mars 2012 concernant l'îlot M6A1 du bâtiment universitaire Paris VII Diderot - ZAC Paris Rive Gauche – 11/17, rue Antoine de Baïf – 12/24, boulevard Jean Simon à Paris 13<sup>ème</sup>.

**Réf. :** Votre lettre DRIEA/UT75/SPPDS/075 113 09 P 0049 et 075 113 09 P 0049 01 du 14 novembre 2013.

Mes lettres DTPP/SDSP/BPCA/PC/090721 des 19 avril 2010, 18 janvier 2012 et 22 octobre 2013.

**P.J. :** 1 procès verbal de délégation et 1 annexe.

Par lettre en date du 14 novembre 2013, en complément des dossiers transmis les 8 août et 3 octobre 2013, vous m'avez adressé de nouveaux éléments relatifs aux permis de construire n° 075 113 09 P 0049 délivré le 28 avril 2010 et n° 075 113 09 P 0049 01 délivré le 13 mars 2012, suite à leur annulation par le tribunal administratif le 2 juillet 2013 et ce, en vue de la réouverture de leur instruction.

Je vous informe, après étude par la délégation permanente de la commission de sécurité, que les nouvelles dispositions ne modifient pas les termes de mes avis favorables des 19 avril 2010, 18 janvier 2012 et 22 octobre 2013 qui demeurent valables dans leur intégralité, à l'exception de la mesure n° 1 qu'il convient de modifier comme suit :

1. Réaliser les travaux de construction d'un bâtiment universitaire, l'îlot M6A1, avec modifications partielles d'aspect extérieurs et redistribution des locaux, constituant un établissement recevant du public de 1<sup>ère</sup> catégorie de type R avec activités de types L et X, susceptible de recevoir un effectif total de 2760 personnes, et d'un parc de stationnement (178 places) - ZAC Paris rive gauche – 11/17, rue Antoine de Baïf – 12/24, boulevard du général Jean Simon à Paris 13<sup>ème</sup>, conformément aux permis de construire n° 075 113 09 P 0049 et n° 075 113 09 P 0049 01, délivrés les 28 avril 2010 et 13 mars 2012, annulés le 2 juillet 2013 par jugement du tribunal administratif, aux plans et documents joints aux dossiers complémentaires transmis les 8 août, 3 octobre, 22 octobre et 14 novembre 2013 et aux dispositions réglementaires :

REPUBLIQUE FRANÇAISE

*Liberté Egalité Fraternité*



PREFECTURE DE POLICE - 9, boulevard du Palais - 75195 PARIS CEDEX 04 - Tél. : 01 53 71 53 71 ou 01 53 73 53 73

Serveur vocal : 08 91 01 22 22 (0,225 € la minute)

<http://www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr> – mél : [courriel.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr](mailto:courriel.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr)

- des articles R. 123-1 à 123-55 du code de la construction et de l'habitation ;
- du règlement de sécurité du 25 juin 1980 modifié relatif à la sécurité contre l'incendie dans les établissements recevant du public ;
- de l'arrêté du 5 février 2007 modifié relatif aux établissements de type L ;
- de l'arrêté du 4 juin 1982 modifié relatif aux établissements de type R ;
- de l'arrêté du 4 juin 1982 modifié relatif aux établissements de type X ;
- du code du travail : articles R.4216-1 à R.4216-34 (obligations du maître d'ouvrage pour la conception des lieux de travail) et R.4227-1 à R.4227-41 (obligation de l'employeur pour l'utilisation des lieux de travail) ;
- de l'arrêté du 28 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau sanitaire ;
- des articles R. 111-19 à R. 111-19-30 du code de la construction et de l'habitation et des arrêtés des 1<sup>er</sup> août 2006 et 21 mars 2007 modifiés relatifs à l'accessibilité des établissements recevant du public et installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création aux personnes en situation de handicap.

Par ailleurs, deux dérogations au titre de la sécurité incendie sont sollicitées et ont fait l'objet d'avis favorables détaillés en annexe.

P/LE PREFET DE POLICE

et par délégation

Le Directeur des Transports  
et de la Protection du Public



Alain THIRION



DIRECTION DES TRANSPORTS ET DE LA PROTECTION DU PUBLIC

SOUS-DIRECTION DE LA SECURITE DU PUBLIC

Bureau des Permis de Construire et Ateliers

Aff. suivie par : M. Jacques MOLLIERE

Tél. : 01.49.96.36.65

Mél. : [jacques.molliere@interieur.gouv.fr](mailto:jacques.molliere@interieur.gouv.fr)

Nos réf. : DTPP/SDSP/BPCA/PC/090721

ERP 1<sup>ère</sup> catégorie de types R, L et X

Paris, le 13 DEC. 2013

ANNEXE  
AVIS SUR LES DEMANDES DE DEROGATIONS

**Dérogation n° 1 : absence de baie accessible au R+1 et R+2 de la façade sud-ouest**

*« Cette partie du bâtiment, en surplomb du préau d'entrée, ne comporte pas de niveau R+1.*

*Le projet architectural ne permet pas d'accessibilité aux secours au niveau R+2 de cette troisième façade car celle-ci constitue à ce niveau un voile-poutre assurant la stabilité de la descente de charges du bâtiment.*

*Aussi, dans le cadre des dispositions de l'article GN4 du règlement de sécurité du 25 juin 1980 modifié, il est proposé en compensation de prendre en compte les éléments suivants :*

- ces 2 niveaux sont desservis par 2 escaliers E01 et E02 à la Chambord, totalisant 6 unités de passage. L'implantation de ces deux escaliers est telle que la distance des portes des locaux les plus éloignés par rapport au 1<sup>er</sup> escalier est inférieure à 6 m (E02), le 2<sup>e</sup> étant à moins de 24 m (E01) ;
- de plus, l'escalier monumental E04 présente une capacité d'évacuation de 10 unités de passage du rez-de-chaussée au R+1, et de 5 unités de passage (UP) du R+1 au R+2 ;
- compte-tenu du faible effectif situé à ces niveaux dans cette partie du bâtiment (soit 140 personnes dans les 4 salles de cours au R+2 et aucune au R+1 du fait de l'absence de locaux), les dégagements sont largement surdimensionnés, pour une évacuation ou une intervention des secours, rapide et sûre.

*L'analyse du tableau des effectifs et des dégagements montre aussi qu'il y a une marge de 3 UP au R+2, sur les effectifs cumulés ».*

Compte tenu notamment du faible effectif présent et du nombre d'escaliers permettant au secours d'intervenir à ces deux niveaux, un **avis favorable** est émis à cette demande de dérogation.

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
*Liberté Egalité Fraternité*



PRÉFECTURE DE POLICE - 9, boulevard du Palais - 75195 PARIS CEDEX 04 - Tél. : 01 53 71 53 71 ou 01 53 73 53 73

Serveur vocal : 08 91 01 22 22 (0,225 € la minute)

<http://www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr> - mél : [courriel.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr](mailto:courriel.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr)

## **Dérégation n° 2 : nombre de baies par façade accessible**

*« Réglementairement, au titre de l'article CO 3 § 3, la distance entre les baies successives situées au même niveau est de 10 à 20 m. De ce fait, les façades accessibles de plus de 20 m de long doivent présenter au moins deux baies.*

### **Façade nord-est**

*La façade principale nord-est présente un déficit d'une baie pour être accessible sur toute sa longueur au R+8. En effet, compte-tenu de la déclivité du terrain, la partie nord-ouest de cette façade n'est pas accessible aux échelles mécaniques des sapeurs-pompiers.*

*La mezzanine de la bibliothèque, à ce niveau, sera accessible depuis le plancher bas du local.*

### **Façade sud-ouest et sud-est sur placette M6A1**

*Ces deux façades, bien que respectant un linéaire respectif de 20 et 28 m du R+3 au R+8 pour la 1<sup>re</sup> et du R+1 au R+8 pour la seconde, ne sont équipées que d'un seul accès pompiers à tous les niveaux ».*

Le nombre et la largeur des dégagements sont supérieurs aux exigences réglementaires. En outre, la répartition des baies dans ce bâtiment, dont la distribution intérieure en cloisonnement traditionnel permet de fait de limiter la propagation du feu et de faciliter l'évacuation du public, est satisfaisante. Par ailleurs, un service de sécurité assure la supervision des systèmes de sécurité incendie (SSI) de l'université. Compte-tenu de ces éléments, un **avis favorable** a été émis à cette demande de dérogation.